



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3957

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Monsieur le Premier ministre, qui a dit : " Je veux être le président du pouvoir d'achat " ? Le " président du pouvoir d'achat " aurait dû préciser qu'il s'adressait... aux riches ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Le quinquennat a été leur âge d'or : bouclier fiscal, réduction de l'impôt sur la fortune, niches fiscales à profusion, augmentations pharaoniques, parachutes dorés, bonus, stock options... Selon l'INSEE, la hausse des revenus a bénéficié pour les trois quarts au sommet de la pyramide sociale.

M. Lucien Degauchy. On l'a déjà entendu trente fois !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Pour les classes populaires et les classes moyennes, la hausse du pouvoir d'achat est restée un mirage. Smicards, ouvriers, employés, cadres ont d'abord subi le gel des salaires, qu'ils soient salariés du privé ou de la fonction publique. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean-Michel Ferrand. Et nanani et nanana !

M. le président. Monsieur Ferrand, s'il vous plaît !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Puis ils ont vu l'envolée des prix alimentaires, la hausse du forfait hospitalier, la hausse des loyers et des charges, l'envolée des prix de l'énergie et des carburants : plus 25 % pour l'électricité, plus 50 % pour le gaz.

À cela a succédé une avalanche de taxes - près d'une quarantaine pendant le quinquennat : hausse des taxes sur les mutuelles, taxe sur les boissons sucrées, franchises médicales, timbre fiscal pour les procédures judiciaires et j'en passe. Ce sont près de 20 milliards qui ont ainsi été prélevés sur les ménages par un président qui prétend ne pas avoir augmenté les impôts !

M. Yves Nicolin. Et gnagnagna et gnagnagna !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Le bilan est là, et les Français ont compris qu'il fallait travailler plus pour gagner moins. En 2007, ils ont cru en vos promesses, vous les avez trompés ! Aujourd'hui, ils savent que le sarkozysme a commencé au *Fouquet's* en donnant aux riches, et qu'il se termine en taxant les pauvres ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Alain Gest. Ce n'est pas une question !

M. Michel Herbillon. C'est une caricature !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. La première valeur d'un élu de la République, *a fortiori* lorsqu'il est président, c'est le respect de la parole donnée. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Comment croire un candidat qui n'a tenu ni sa parole ni ses engagements ? (*Mêmes mouvements.*) Les Français ne seront pas dupes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Yves Nicolin. Question suivante !

M. le président. Mes chers collègues, restons calmes. C'est le début de la séance et il ne sert à rien de vous énerver.

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Madame la députée Chantal Robin-Rodrigo, que de caricatures dans votre question !

(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)

Excusez-moi de revenir à quelques chiffres qui sont des faits et des réalités. Le pouvoir d'achat d'abord : selon les chiffres de l'INSEE, il a augmenté de 6 % pendant le quinquennat. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Naturellement, c'est une moyenne et, bien entendu, il y a des Français qui sont dans la difficulté, la souffrance ou la peine ; mais cette moyenne témoigne d'une hausse du pouvoir d'achat au niveau national. *(Mêmes mouvements.)*

Vous parlez du social, madame Robin-Rodrigo, et des filets de protection sociale : ils n'ont jamais été aussi solides dans notre pays. *(Mêmes mouvements.)* Oui, nous avons créé le bouclier social...

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Et le bouclier fiscal !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Il s'appelle le revenu de solidarité active. Selon une évaluation indépendante, le RSA a sauvé cent cinquante mille Français de la pauvreté. Et avec qui l'avons-nous fait ? Avec le président d'Emmaüs, Martin Hirsch.

En ce qui concerne les minima sociaux, l'allocation adulte handicapé a augmenté de 25 %, le minimum vieillesse également de 25 %. Les pensions de réversion pour les veuves sont passées de 48 à 54 %. Vous avez la mémoire sélective, madame Robin-Rodrigo !

Les dépenses sociales de l'État ont augmenté de 37 %. Oui, nous avons dépensé pour tous les Français et pour les plus fragiles. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Enfin, qui a instauré le dixième mois de bourse pour les étudiants ? Ils l'attendaient depuis vingt ans ! Cessez donc de répéter des choses fausses ; elles ne deviendront pas plus vraies pour autant ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3957

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 février 2012